

BGE 67 III 135

Bundesgericht (BGE), 1938-02-18, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_67_III_135

FR: ATF 67 III 135

IT: DTF 67 III 135

Volltext

134 Schuldbetreibungs. und Konkursrecht. N0 42. enuneiatu neUa sentenza 18 febbraio 1938 su ricorso Dettwyler (RU 64 111 23 e seg.), l'autoveicolo in questione fosse dichiarato pignorabile. Considerando in diritto : NeUa sentenza 18 febbraio 1938 su ricorso Dettwyler (RU 64 III 23 e seg.) il Tribunale federale ha dichiarato pignorabile l'autoveicolo quale un conducente eseguisce trasporti per proprio conto. Che un autoveicolo vero e proprio non gode del beneficio dell'impignorabilità si giustifica per il fatto che l'esercizio di un autoveicolo comporta spese così grandi e presuppone una cifra d'affari tale che l'elemento capitalistico prevale di gran lunga sull'elemento professionale. Ma la sentenza sopra citata distingue e riserva espressamente il caso del furgoncino (autoveicolo per forniture). Ora, in concreto, l'autoveicolo pignorato è appunto un furgoncino, come risulta dal fatto che esso ha una potenza di HP 16,73, ben lontana quindi da quella di un autoveicolo vero e proprio e corrispondente a quella di un'automobile di media potenza per il trasporto di persone. Con questo furgoncino, le cui spese di esercizio sono modeste, il ricorrente può effettuare soltanto trasporti di piccola entità e su percorsi relativamente brevi. Dall'altra parte, egli non dispone per l'esecuzione dei suoi trasporti che di questo furgoncino, analogamente all'autista di piazza che lavora per suo conto con un'unica automobile propria. Così stando le cose, si giustifica di ammettere che l'attività del Ghidoni è una professione e non un'impresa (cfr. RU 61 III 48). All'esercizio di questa professione è indispensabile il furgoncino in parola, il quale è pertanto impignorabile ai sensi dell'art. 92 della LEF. La Camera esecuzioni e fallimenti pronuncia: TI ricorso respinto. Schuldbetreibungs. und Konkursrecht. N0 43. 135 43. l'arrêt du 2 octobre 1941 dans la cause Dumauthioz. Saisie des pensions de retraite et rentes-vieillesse. Créance d'aliments. Mode de calcul de la part saisissable. 1. Sous l'empire de l'arrêté du Conseil fédéral réglant provisoirement les conditions de retraite et d'assurance du personnel fédéral, du 30 mai 1941, les pensions de retraite sont saisissables dans la mesure fixée par l'art. 93 LP. 2. Si, dans une poursuite ayant pour objet une créance d'aliments, les ressources du débiteur ne suffisent pas à couvrir ses besoins et ceux des personnes qu'il est tenu d'entretenir (y compris le créancier), la somme à saisir sera fixée de manière qu'il y ait entre elle et le montant de la créance d'aliments (censée correspondre au minimum nécessaire à l'entretien du créancier) le même rapport qu'entre le montant des ressources du débiteur et le montant total des dépenses nécessaires à son entretien et à celui des personnes auxquelles il doit des aliments. Art. 92 et 93 LP, art. 25 de l'arrêté du Conseil fédéral du 30 mai 1941. Pfändung von Ruhegehältern und Altersrenten. Betreuung für Unterhaltsforderung. Berechnung des pfändbaren Teils. 1. Unter der Herrschaft des Bundesratsbeschlusses vom 30. Mai 1941 über die vorläufige Neuordnung der Bezüge und der Versicherung des Bundespersonals (Gesetzsammlung S. 617) sind die Ruhegehälter beschränkt pfändbar gemäss Art. 93 SchKG. 2. Ist der Schuldner für eine Unterhaltsforderung betriebl., und reicht sein Einkommen nicht zur Deckung seines Bedarfs und des Bedarfs der von ihm zu

unterstützenden Personen (mit Einschluss des Gläubigers) aus, so ist vom Einkommen des Schuldners ein Betrag zu pfänden, der zu der in Betreuung stehenden Unterhaltsforderung, diese als Notbedarf des Gläubigers betrachtet, im gleichen Verhältnis steht wie das ganze Einkommen des Schuldners zum gesamten Notbedarf desselben und der von ihm mit Einschluss des Gläubigers zu unterstützen den Personen. Art. 92 und 93 SchKG, Art. 25 des BRB vom 30. Mai 1941.. Pignoramento deUe pensioni di vecchiaia. Credito per alimenti. OalOLO della quota pignobile. 1. Secondo il decreto 30 maggio 1941 del Consiglio federale circa l'ordinamento provvisorio degli stipendi, dei salari e dell'assicurazione deI personale federale, le pensioni di vecchiaia sono pignorabili neHa misura fissata dall'art. 93 LEF. 2. Se in un'esecuzione, il cui oggetto e un credito per alimenti, i mezzi deI debitore non bastano a fat fronte ai suoi bisogni e a quelli delle persone che e obbligato a mantenere (eompreso il creditore), la somma pignorabile sara fissata in modo che tra essa e l'importo deI credito per alimenti (ehe e ritenuto corrispondere al minimo necessario al mantenimento deI ere- ditore) esista la medesima proporzione ehe vi e tra l'importo dei mezzi deI debitore e l'importo totale delle spese necessarie al suo mantenimento e a quello delle persone cui deve degli alimenti. Art. 92 e 93 LEF, art. 25 deI decreto 30 maggio 1941 deI Consiglio federale. 136 Schmldbetreibungs- und Konkursrecht_ No 43. Re8Ume des /aits. Fondee sur un jugement lui allouant une somme de 100 fr. par mois a titre de pension alimentaire pour la duree de son proces en divorce, dame Dumauthioz a poursuivi son mari et requis l'office de saisir une rente de 268 fr. par mois qu'il touche de l'administration des postes en qualite d'ancien aide postal de pe classe. L'office a refuse de proceder a cette saisie par le motif que la rente etait une .rente-invalidite insaisissable en vertu de l'art. 92 LP. Dame Dumauthioz aporte plainte aupres de l'autorite de surveillance en demandant que la rente fut saisie pour la part qui n'etait pas indispensable a l'entretien du debiteur. Dans son rapport a l'autorite de surveillance, l'office a coneIu a ce que la plainte fut admise partiellement, c'est- a-dire a ce que la rente fut saisie a concurrence de 60 fr. par mois, representant la difference entre le montant de la rente et la somme indispensable au ddebitur pour assurer son propre entretien. L'office se referaita l'art. 25 de l'arrete du Conseil federal reglant provisoirement les conditions de retraite et d'assurance du personnel federal, du 30 mai 1941, prescrivant (en modification de l'art. 8 de la loi sur la caisse d'assurance des fonctionnaires, employes et oumers federaux, du 30 septembre 1919) que leg prestations d'assurance peuvent etre saisies con- form.ement a la legislation federale sur la poursuite pour dettes 'et la faillite. Par decision du 9 septembre 1941, l'autorite de surveil- lance a rejete la plainte. O. - Dame Dumauthioz a recouru a la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal federal en con- cluant a ce qu'illui plaise « dire que la retraite de M. Du- mauthioz est saisissable dans la mesure qu'll appartiendra a l'office des poursuites de Geneve de fixer ». Schuldbetreibungs- und Konkursrecht_ No 4:l. Considerant en droit : Pour juger du merite de la plainte, il faut evidemment se reporter au moment ou l'office a refuse de proceder a la saisie, c'est-a-dire au mois d'avril1941. 01', ace moment- Ja l'art. 8 de la loi federale sur la caisse d'assurance des fonctionnaires, employes et ouvriers federaux du 30 septembre 1919 etait encore en vigueur, et, en presence de cette disposition, qui consacre d'une maniere absolue l'insaisissabilite du droit aux prestations de cette caisse, l'autorite cantonale ne pouvait que rejeter la plainte de la recourante. C'est en vain que celle-ci invoquait les principes poses dans l'arret Muller (RO 61 In 20). TI s'agissait alors, en effet, de la question de la saisissabilite d'une rente due en vertu d'une disposition de droit cantonal et a la quelle par consequent l'-. 8 precite n'etait pas applicable ... L'application de l'art. 8 de la loi de 1919 a ete provi- soirement suspendue et la

disposition elle-meme remplacee par l'art. 25 de l'arrete du Conseil federal reglant provisoirement les conditions de retribution et d'assurance du personnel federal, qui prevoit que les prestations d'assurance sont actuellement saisissables « conformement a la legislation federale sur la poursuite pour dettes et la faillite », ce qui revient a dire que sous reserve du cas ou les prestations de la caisse auraient ete allouees « a titre d'indemnite pour lesions corporelles ou pour prejudice a la sante » dans le sens de l'art. 92 eh. 10 LP, elles sont saisissables dans la mesure fixee a l'art. 93. n n'est pas necessaire de rechercher si la rente en question est une rente-vieillesse ou une rente-invalidite, car aurait-elle meme eu a l'origine le caractere d'une rente de cette derniere espece, qu'elle aurait en tout cas perdu ce caractere des la fin de l'annee 1939 (RO 62 In 21, 64 In 18, 65 In 76) selon ce que prevoyait du reste l'art. 4 de l'arrete du Conseil federal du 8 juin 1938 concernant la rollection des fonctionnaires federaux pour la 138 Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N0 43. periode commeu9ant le 1 er janvier 1939. C'est en 1939 en effet que le debiteur a atteint l'age de 65 ans et meme s'il n'etait pas tQmbe malade il aurait ete mis a la retraite de toute fa90n cette annee-l'a ... L'office avait propose dans son rapport a l'autoriM cantonale de fixer a 60 fr. la part de la rente qui devrait revenir a la femme, cette somme representant simplement la difference entre le montant de la rente (268 fr.) et le minimum indispensable a l'entretien du debiteur (208 fr.). Ce calcul est errone. La rente devant normalement couvrir non seulement les frais d'entretien du debiteur mais egalement ceux des membres de sa famille qui sont a sa charge, il est equitable que lorsque la creance d'aliments n'est pas couverte par la difference entre le montant de la rente (ou des ressources du debiteur) et la somme representant le minimum necessaire au debiteur, ce dernier preleve meme sur ce minimum pour satisfaire a ses obli- gations. En d'autres termes, il doit y avoir le meme rapport entre la quotite saisissable des ressources du debite ur et le montant de la creance d'aliments (censee correspondre au minimum necessaire a l' entretien de la creanciere) qu'entre le montant des ressources du debiteur et la somme representant le total des minimum necessaires au debiteur et a la creanciere. Si l'On designe par x la part saisissable des ressources, cette regle se traduirait en l'espece par la formule suivante : $x \cdot 268 - 100 = 308$ La Ohambre des poursuites et des faillites prononce : Le recours est rejete dans le sens des motifs. Schuldb"treibungs- und Konkursrecht. N0 44. 139 44. Entscheid vom 10. Oktober 1941 i. S.llorgenegg. Betreuung mehrerer Schuldner. Erfordernis der genauen Benennung jedes Schuldner8 und des auf jeden einzelnen entfallenden For- derungsbetrages. Art. 67 Ziff. 2 SchKG. Analoges Erfordernis für die Aufnahme einer Arrest- oder Retentionsurkunde. Art. 275/276, 283 SchKG. Unvollziehbarkeit eines gerichtlichen Urteils oder Rechtsöffnungsentscheides mangels Ausscheidung der auf die einzelnen Schuldner entfallenden Beträge. Art. 79/84, 88 SchKG. Einem Betreibungs- oder Retentionsbegehren gegen «Charles und Familie Morgenegg» kann demnach auch gegen Charles Morgenegg selbst nicht Folge gegeben werden, wenn der Betrag der ihn treffenden Verpflichtung nicht angegeben ist. PfyUrsuite contre plusieurs8 debiteurs. Necessite de les designer chacun par son nom et d'indiquer exactement le montant pour lequel chacun est poursuivi. Art. 67 eh. 2 et 3, art. 70 LP. Exigence analogue pour le proces-verhal de sequestre ou de prise d'inventaire. Art. 275/6, 283 LP. Un jugement ou une ordonnance de mainlevee qui ne precise pas la part de la dette qui incombe a chaque debiteur ne peut recevoir execution. Art. 79-84, 88 LP. En consequence, l'office saisi d'une requisition de poursuite ou de prise d'inventaire contre «Charles Morgenegg et famille" ne peut meme pas lui donner suite contre Charles Morgenegg, lorsque le montant de l'obligation qui le vise n'est pas indique. Esecuzione contro parecchi debitori. N ece88itd di designare ciascuno col suo nome e d'indicare

esattamente l'importo per il quale ciascuno è esposto. Art. 67 e 70 LEF ~
Analogamente per il verbale di sequestro o di ritenzione. Art. 275/6, 283 LEF. Non si può
eseguire una sentenza o un decreto di rigetto d'opposizione che non precisi la parte del
debito che incombe a ciascun debitore. Art. 79-84, 88 LEF. Ne segue che l'ufficio, cui è
stata presentata una domanda di esecuzione o d'inventario contro «Charles Morgenegg e
famiglia», non può darle corso nemmeno contro Charles Morgenegg, se l'importo
dell'obbligazione che lo concerne non è indicato. A. - Die Darlehenskasse Tarasp hat gegen
(Charles und Familie Morgenegg) beim Betreibungsamt Ob-Tasna im März 1941 die
Betreibungen Nr. 96 und 97 angehoben und in der ersten für einen Teilbetrag, in der
zweiten für den ganzen Betrag der Betreuungssumme provisorische Rechtsöffnung
erhalten. Ferner hat sie gegen « Charles Morgenegg und Familie Morgenegg » im August
1941 die Retentionsurkunde Nr. 1 aufnehmen lassen und

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.